
La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

Value Added : Wealth for the Economy, a Set of Charges for the Company? Towards Targeted Support for Struggling but Value-Creating Firms

MILOUDI Nassim

Enseignant, Maître de Conférences Classe B

Université d'Alger 3 - Faculté des Sciences Économiques, Sciences de Gestion et Sciences Commerciale.

nassim.miloudi@hotmail.fr

Date de soumission: 22/08/2025

Date d'acceptation: 23/09/2025

Date de publication: 22 /11/2025

Résumé :

La valeur ajoutée (VA) est un indicateur qui mesure la richesse créée par l'entreprise au cours du processus de production. Au niveau macroéconomique, elle sert à calculer le produit intérieur brut (PIB). Cet article étudie la pertinence de la VA comme mesure de performance financière à partir d'une lecture croisée entre la gestion financière et la logique macroéconomique. L'étude repose sur deux cas de PME industrielle algériennes dans deux secteurs différents. Les résultats mettent en évidence un paradoxe, une VA positive peut exister sans aucune entrée de trésorerie réelle en raison du blocage des richesses dans les stocks ou les créances clients. Dans ce contexte la VA apparaît comme une richesse pour l'économie mais comme une charge pour l'entreprise. L'article propose à la fin des recommandations pour les dirigeants d'entreprise et pour les pouvoirs publics.

Mots clés: Valeur ajoutée; PME industrielles; créances clients; stocks; trésorerie nette; macroéconomie.

Codes de classification Jel: G32, L26, L60, E20, D24

Abstract:

Value Added (VA) constitutes a central indicator for assessing the wealth generated by firms throughout the production process. At the macroeconomic level, it underpins the calculation of Gross Domestic Product (GDP). This article investigates the relevance of VA as a measure of financial performance through a cross-analysis between financial management and macroeconomic logic. The study is based on two case studies of Algerian industrial SMEs operating in different sectors. The findings highlight a paradox: a positive VA may exist without any actual cash inflow, due to wealth being tied up in inventories or accounts receivable. In this context, VA appears as wealth for the economy but as a burden for the company. The article concludes with recommendations addressed to business leaders and public authorities.

Keywords: Value Added; Industrial SMEs; Accounts Receivable; Inventories; Treasury; Macroeconomics.

Jel Classification Codes : G32, L26, L60, E20, D24.

1. Introduction:

La valeur ajoutée (VA) est une notion fondamentale en comptabilité, en gestion et en économie. C'est la richesse créée par l'entreprise au cours de son processus de production. Elle est considérée comme un indicateur clé dans la performance d'entreprise. Elle est calculée par la différence entre la production de l'exercice et les consommations de l'exercice en provenance de tiers (qu'est ce qui nous a permis de produire (matière premières et charges externes)). Elle permet d'évaluer l'efficacité productive d'une entreprise notamment sa capacité à transformer des consommations en production marchande.

Plus elle réalise de stades dans le processus de production, plus sa taille sera importante et plus sa valeur ajoutée sera forte et inversement. Par exemple, si une entreprise a recours à de la sous-traitance à certains stades de la production, cela a pour conséquences d'augmenter les consommations externes et donc de réduire la valeur ajoutée produite.

La valeur ajoutée est un indicateur qui constitue ainsi un bon estimateur du poids économique de l'entreprise. Il s'agit d'un critère de taille, il est plus important que le Chiffre d'affaires, pour comparer les entreprises car cet indicateur permet de mesurer le degré d'intégration verticale de l'entreprise.

Au niveau d'un pays et macro-économique (Comptabilité nationale), cet indicateur sert à calculer le PIB (produit intérieur brut). la somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises basées sur le territoire national (en Algérie) forme le PIB. Et ainsi le taux de croissance du PIB mesure la croissance économique du pays.

Toutefois, un examen approfondi de la construction de la valeur ajoutée a révélé une situation et une réalité beaucoup plus complexe, une contradiction, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME) industrielles, qui sont exposés à des problèmes financiers et des difficultés de trésorerie. En effet, si une partie de la production de l'exercice est effectivement vendue, elle peut l'être à crédit ce qui retarde les encaissements et donc retard de l'entrée d'argent. Pire encore, certaines productions peuvent être stockées, surtout lors d'une baisse de la demande, ce qui retarde aussi les encaissements (entrée d'argent). Toutefois ces éléments sont intégralement pris en compte dans la production de l'exercice pour le calcul comptable de la VA.

Dans le contexte de l'Algérie, cette problématique prend une importance spécifique. La démarche actuelle des pouvoirs public vise à favoriser la diversification économique et la sortie de la dépendance aux hydrocarbures, car les chutes du prix du pétrole fragilisent l'équilibre budgétaire du pays et oblige l'état à recourir à l'endettement extérieur. Or un endettement extérieur réduit la marge de souveraineté économique et expose le pays à la contrainte d'appliquer des réformes ou instructions imposées par ses créances internationales. C'est pourquoi les pouvoirs publics favorisent la production locale à travers le soutien et l'accompagnement des PME

industrielles qui sont le moteur du développement de l'économie, car elles permettent la création de la richesse, la création des emplois et permette de se substituer aux importations dont dépendait beaucoup le pays.

Néanmoins, ces entreprises, se confrontent souvent à des obstacles structurels comme les retards de paiement, des difficultés à trouver des clients, des difficultés d'écouler leurs stocks, des problèmes de trésorerie et manque de financement. Par conséquent elles ont la capacité à produire sans vendre, ou vendre à crédit, créant la richesse et donc la valeur ajoutée mais sans générer de flux monétaires (trésorerie) c'est-à-dire aucune entrée d'argent.

Cette richesse et valeur ajoutée est en réalité repose essentiellement sur des charges internes comme la main d'œuvre ou les amortissements sans avoir la capacité à honorer ses obligations financières. La nature partiellement non monétaire de la valeur ajoutée soulève donc des questions sur sa crédibilité en tant qu'indicateur de performance ou de dynamisme économique.

C'est donc cette perspective que cet article vise à comble un vide peu exploré, il s'intéresse aux PME industrielles algériennes dans une situation difficile de trésorerie et sans liquidité mais tout en continuant à produire et en créant ainsi de la valeur ajoutée. En combinant les approches comptable et macroéconomiques, l'objectif est d'interroger la capacité de la valeur ajoutée à refléter avec précision la richesse réelle surtout lorsqu'elle n'est ni encaissé ni mobilisable.

Problématique:

La valeur ajoutée peut-elle encore être considérée comme une véritable richesse créée lorsqu'elle résulte principalement de charges internes et n'engendre aucun flux financier réel, notamment dans un contexte algérien où la production est encouragée mais la trésorerie nette des entreprises reste fragile ?

Hypothèses de recherche :

- ✓ Une entreprise peut-elle créer de la valeur ajoutée tout en étant en situation financière critique, voire en faillite imminente ?
- ✓ Peut-on considérer la valeur ajoutée comme une mesure fiable de richesse pour l'entreprise, même lorsque cette richesse n'est ni encaissée, ni liquidable ?
- ✓ La valeur ajoutée, richesse pour l'économie, charges pour l'entreprise ?

À ce jour, peu d'études en Algérie abordent le phénomène par lequel des PME industrielles peuvent créer de la valeur ajoutée et contribuer ainsi au PIB, tout en étant en situation financière précaire faute de ventes ou vente à crédit. Or, ce cas est d'autant plus pertinent à analyser dans un contexte où la part de l'industrie dans le PIB reste structurellement faible.

Selon les données officielles de l'Office National des Statistiques (ONS, 2025), la valeur ajoutée industrielle ne représentait que 4,53 % du PIB en 2023, 4,67 % en 2024, et 4,18 % au premier trimestre 2025.

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

Même si ces chiffres concernent l'ensemble du secteur industriel, ils reflètent la faiblesse persistante de la base productive, notamment des PME, et cela malgré les efforts de relance productive. L'article propose ainsi une réflexion nouvelle sur cette problématique, en s'appuyant sur des données concrètes issues du terrain, notamment à travers l'étude de deux cas d'entreprises industrielles algériennes.

2. La valeur ajoutée au niveau macroéconomique (une richesse pour l'économie) :

2.1 La valeur ajoutée comme composante du PIB :

Selon Colasse (2011), la valeur ajoutée (VA) désigne «la richesse nouvelle créée par une unité de production, mesurée par la différence entre sa production et ses consommations intermédiaires ». Elle occupe une place centrale en comptabilité d'entreprise pour évaluer l'efficacité productive, mais aussi en comptabilité nationale pour mesurer la richesse créée au sein de l'économie.

Au niveau macroéconomique, la somme des valeurs ajoutées générées par l'ensemble des unités institutionnelles, entreprises, administrations publiques, institutions sans but lucratif, permet de calculer le produit intérieur brut (PIB) selon l'approche dite de la production. Cette méthode est couramment utilisée comme indicateur synthétique de performance économique nationale (Samuelson & Nordhaus, 2010).

La VA permet de ventiler le PIB par secteur d'activité et ainsi d'analyser la contribution relative de chaque secteur à la croissance économique. Dans les économies industrialisées, la part des services dans la VA tend à dominer, tandis que dans les pays en développement, les secteurs primaires et industriels peuvent jouer un rôle plus important, bien que souvent fragilisé.

En Algérie, la VA est fortement concentrée dans le secteur des hydrocarbures, ce qui rend l'économie vulnérable aux chocs extérieurs. Les pouvoirs publics cherchent ainsi à renforcer la part de la valeur ajoutée hors hydrocarbures, notamment à travers l'appui à la production locale et au tissu des PME. Toutefois, comme le rappellent Bougherara et Bouzidi (2021), cette orientation se heurte à des contraintes structurelles : faible compétitivité industrielle, dépendance aux importations, et financement limité des petites entreprises.

2.2 La répartition de la valeur ajoutée : un moteur de la dynamique économique

Une fois l'entreprise crée la valeur ajoutée, elle est redistribuée entre les différents agents ayant contribué au processus productif, jouant ainsi un rôle fondamental dans la circulation des richesses au sein de l'économie nationale.

Selon Colasse (2011), cette répartition permet de rémunérer les facteurs de production et d'assurer le financement du développement économique. Concrètement, la VA est ventilée entre plusieurs bénéficiaires:

- ✓ Les salariés : par les salaires et les cotisations sociales, cette rémunération stimule la consommation des ménages, moteur principal de la demande intérieure.

- ✓ L'État : via les impôts, prélève une portion destinée à financer les services publics, les infrastructures et les politiques économiques.
- ✓ Les prêteurs : comme les établissements bancaires, perçoivent des intérêts en rémunération des capitaux mis à disposition de l'entreprise.
- ✓ Les actionnaires ou propriétaires : sont rémunérés par les dividendes versés en cas de bénéfices, en contrepartie de leur prise de risque.
- ✓ L'entreprise elle-même : elle conserve une fraction de la VA sous forme de capacité d'autofinancement (amortissements, provisions, réserves), ce qui lui permet d'investir, de se moderniser ou de faire face à des imprévus.

Cette répartition donne à la VA un rôle important, elle soutient simultanément la consommation, l'investissement, et l'action publique. Elle constitue ainsi un moteur essentiel de la croissance macroéconomique, reliant l'activité productive aux dynamiques de redistribution et de développement.

3. La valeur ajoutée au niveau microéconomique (un solde pour l'entreprise)

Dans la comptabilité d'une entreprise, la valeur ajoutée correspond à la richesse brute créée par l'activité productive. Elle est généralement calculée comme la différence entre la production de l'exercice et les consommations intermédiaires (Gervais, 2016).

La formule de base est la suivante pour une entreprise industrielle :

$$VA = \text{Production de l'exercice} - \text{Consommations de l'exercice en provenance de tiers}$$

3.1 La production de l'exercice :

C'est une valorisation de l'activité productive elle comprend (Dambrine, P., & Mairesse, H. (2020):

- La production vendue
- La production stockée
- La production immobilisée

L'évaluation de ces éléments dans la comptabilité générale est comme suit:

- Production vendue est évaluée au prix de vente HT.
- Production stockée est évaluée au coût de production.
- Production immobilisée est évaluée au coût de production.

Le coût de production utilisé pour valoriser la production stockée ou immobilisée, est entièrement composé de charges (Balanskat, 2007) :

- **Charges externes** : matières premières et consommables utilisés dans la fabrication.
- **Charges internes** : salaires de la main-d'œuvre directe, charges sociales, amortissements, entretien, etc...

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

En comptabilité de gestion, le coût de production est déterminé à partir de deux grandes catégories de charges (Bloch & Sayag, 2020) :

- **Les charges directes** : affectées sans ambiguïté à un produit (matières premières consommées, main-d'œuvre directe, etc...)
- **Les charges indirectes** : comme l'électricité, les loyers ou les amortissements, qui concernent plusieurs produits et doivent être réparties selon des clés de répartition ou unités d'œuvre.

La méthode traditionnelle, dite la méthode du coût complet (Colasse, 2011), répartit les charges indirectes en les ventilant sur des centres d'analyse avant de les imputer aux produits. En revanche, la méthode ABC (Activity-Based Costing) adopte une approche plus fine, elle identifie les activités réalisées dans l'entreprise et affecte les charges en fonction de leur consommation réelle par produit. Dans ce cadre, chaque activité peut mobiliser aussi bien des charges directes que des charges indirectes, qui sont ensuite réaffectées aux produits via des inducteurs d'activité (Alazard & Sépari, 2013).

3.2 Les consommations de l'exercice en provenance de tiers :

Ce sont aussi des charges :

- Matières premières et fournitures consommées.
- Services extérieurs : électricité, loyer, transport, sous-traitance...

Ce sont des charges provenant de tiers, qu'on soustrait de la production de l'exercice (Gervais, 2016).

4. Le paradoxe de la valeur ajoutée (une richesse sans produit vendu) :

4.1. Une valeur ajoutée sans chiffre d'affaires

Une entreprise peut comptabiliser une valeur ajoutée même sans réaliser de vente. En effet, la production stockée ou immobilisée entre dans le calcul de la VA, car elle est valorisée au coût de production. Ce coût comprend l'ensemble des charges engagées comme les matières premières (charges externes), salaires, amortissements, énergie (charges internes).

Donc, même sans chiffre d'affaires, la VA peut exister sur le plan comptable car elle repose sur un écart entre les consommations intermédiaires et le coût de la production.

4.2. Une richesse sans flux monétaire réel

Ce paradoxe révèle que la valeur ajoutée est une richesse comptable, construite à partir de charges effectivement supportées, mais sans nécessairement générer de flux financiers. L'entreprise a payé ses salariés, ses fournisseurs, ses charges fixes etc..., mais elle n'a rien encaissé.

Pire encore, lorsqu'une vente est réalisée à crédit, l'entreprise peut ne pas encaisser immédiatement les fonds. En cas d'impayé, elle doit enregistrer une provision pour créance douteuse, ce qui neutralise partiellement ou totalement l'effet comptable initial. Ainsi, même une vente enregistrée ne garantit pas une trésorerie réelle.

4.3. Valeur ajoutée et stocks non écoulés : une impasse pour les PME industrielles

Ce paradoxe est particulièrement critique pour les PME industrielles, souvent fragiles financièrement. Produire sans vendre alourdit leur trésorerie, car elles continuent à payer leurs charges fixes (salaires, loyers, amortissements) sans rentrée d'argent.

5. Méthodologie :

L'approche retenue dans ce travail est de nature qualitative, démonstrative et comparative. Elle repose sur l'étude approfondie de deux PME industrielle algérienne qui exercent dans deux secteurs différents, volontairement anonymisées pour des raisons éthiques et de confidentialité et aussi en raison de leur situations financières délicates, de litiges commerciaux, de créances impayées et stocks important non écoulés.

Cette démarche permet de mettre en évidence les richesses comptable et flux monétaires réels (les encaissements). L'objectif est de proposer une lecture empirique de la problématique, afin de dégager des enseignements pertinents pour la compréhension des difficultés auxquelles font face les PME.

Le choix méthodologique s'est orienté exclusivement sur les PME industrielles, car elles illustrent parfaitement le paradoxe étudié, elles produisent des biens, rémunèrent leur main-d'œuvre directe amortissent leurs matériels, elles créent de la richesse et génèrent de la valeur ajoutée sans parvenir à vendre, ou bien vendre à crédit, ce qui fragilise leur situation financière. Ce segment représente la base du tissu productif algérien, ce qui renforce l'importance d'un appel à un soutien public ciblé.

À l'inverse, Les grandes entreprises sont moins exposées à ce type de vulnérabilité immédiate, elles disposent de dispositifs avancés de pilotage (contrôle de gestion, trésorerie prévisionnelle etc ...) et disposent aussi d'un portefeuille de clients plus large au niveau national et international et aussi elles ont la capacité de stocker ou différer les ventes dans une logique stratégique, sans pour autant compromettre leur équilibre financier.

6. Étude de cas illustratif : PME algérienne en situation paradoxale :

Prenons le cas réel de deux entreprises PME industriel qui exercent en Algérie :

6.1. Entreprise A :

Il s'agit d'une entreprise industrielle algérienne spécialisée dans la production et la commercialisation des compléments alimentaires, son identité doit rester confidentielle en raison de conflits commerciaux avec certains de ses clients, une partie de ses créances est actuellement bloquée dans des procédures judiciaires.

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

Table N°1: Tableau de compte de résultat de l'entreprise A

RUBRIQUES		2024	
		DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises			31 547 944,54
Production vendue	Produits fabriqués		
	Prestations de services		
	Vente de travaux		
Produits annexes			
Rabais, remises, ristournes accordés			
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes			31 547 944,54
Production stockée ou déstockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-Production de l'exercice			35 547 944,54
Achats de marchandises vendues			
Matières premières		27 528 237,46	
Autres approvisionnements			
Variations des stocks			
Achats d'études et de prestations de services			
Autres consommations			
Rabais; remises, ristournes obtenus sur achats			
Services extérieurs	Sous-traitance générale		
	Locations		
	Entretien, réparations et maintenance	259 408,15	
	Primes d'assurances	12 500,00	
	Personnel extérieur à l'entreprise		
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	79 000,00	
	Publicité	170 000,00	
	Déplacements, missions et réceptions	138 500,00	
Autres services			
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs			
II-Consommations de l'exercice		28 187 645,61	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			3 360 298,93
Charges de personnel		642 080,00	
Impôts et taxes et versements assimilés		552 701,00	
IV-Excédent brut d'exploitation			
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements		2 250 000,00	
Provision			

Pertes de valeur		
Reprise sur pertes de valeur et provisions		
V-Résultat opérationnel	84 479,37	
Produits financiers		
Charges financières	868 097,59	
VI-Résultat financier	868 097,59	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)	952 577,96	
Éléments extraordinaires (produits) (*)		
Éléments extraordinaires (charges) (*)		
VIII-Résultat extraordinaire	0,00	
Impôts exigibles sur résultats	10 000,00	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire		
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE	962 577,96	

Source : Données comptables internes fournies par l'Entreprise A, exercice 2024.

Table N°2: Bilan (Actif) de l'entreprise A

ACTIF	2024		
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net
ACTIFS NON COURANTS			
Écart d'acquisition-goodwill positif ou négatif			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Bâtiments			
Autres immobilisations corporelles	12 262 000,00	7 000 000,00	5 262 000,00
Immobilisations en concession			
Immobilisations encours			
Immobilisations financières			
Titres mis en équivalence			
Autres participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres actifs financiers non courants			
Impôts différés actif			
TOTAL ACTIF NON COURANT	12 262 000,00	7 000 000,00	5 262 000,00
ACTIF COURANT			
Stocks et encours	3 965 959,01		3 965 959,01
Créances et emplois assimilés			
Clients	28 077 670,64		28 077 670,64
Autres débiteurs	440 000,00		440 000,00
Impôts et assimilés	310 000,00		310 000,00

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

Autres créances et emplois assimilés			
Disponibilités et assimilés			
Placements et autres actifs financiers courants			
Trésorerie	1 181 000,00		1 181 000,00
TOTALACTIF COURANT	33 974 629,65		33 974 629,65
TOTAL GENERAL ACTIF	46 236 629,65	7 000 000,00	39 236 629,65

Source : Données comptables internes fournies par l'Entreprise A, exercice 2024.

Table N°3: Bilan (Passif) de l'entreprise A

PASSIF	2024
CAPITAUX PROPRES	
Capital émis	21 000 000,00
Capital non appelé	
Primes et réserves - Réserves consolidées	371 938,80
Écart de réévaluation	
Écart d'équivalence	
Résultat net - Résultat net part du groupe	-962 577,96
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-1 500 000,00
Part de la société consolidante	
Part des minoritaires	
TOTAL I	19 613 881,39
PASSIFS NON-COURANTS	
Emprunts et dettes financières	11 000 000,00
Impôts (différés et provisionnés)	
Autres dettes non courantes	
Provisions et produits constatés d'avance	
TOTAL II	11 000 000,00
PASSIFS COURANTS:	
Fournisseurs et comptes rattachés	6 212 084,82
Impôts	114 661,00
Autres dettes	650 400,00
Trésorerie passif	2 350 123,00
TOTAL III	9 327 268,82
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	39 236 629,65

Source : Données comptables internes fournies par l'Entreprise A, exercice 2024.

6.1.1. Analyse des états financiers :

6.1.1.1 Tableau de compte de résultat :

La valeur ajoutée représente la richesse créée par l'entreprise au cours de son processus de production. Dans cette entreprise A elle s'élève à 3 360 298,93 DZD, soit 10,65 % du chiffre d'affaires.

Ce taux traduit la capacité du chiffre d'affaires à couvrir les consommations en provenance de tiers, ce qui signifie, pour 100 DZD de ventes réalisées, l'entreprise génère un peu plus de 10 DZD de richesse.

Répartition de la valeur ajoutée :

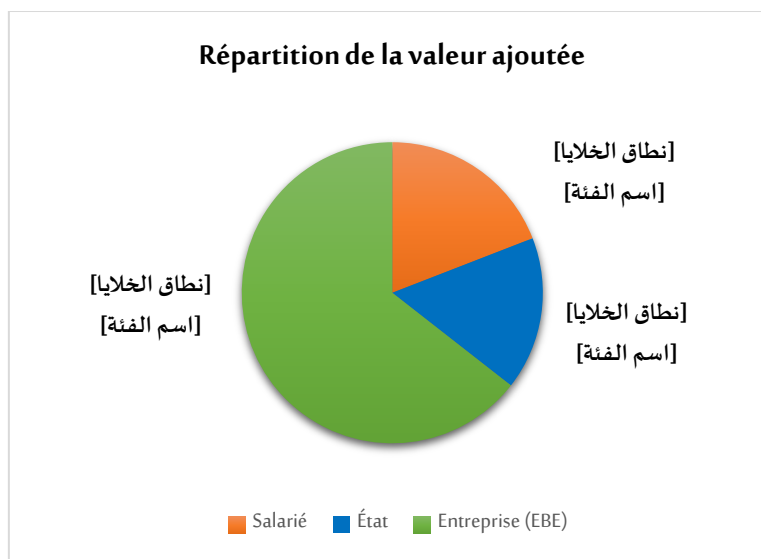
Après la création de cette richesse, elle sera distribuée entre les différents bénéficiaires :

Table N°4: Répartition de la valeur ajoutée de l'entreprise A

Bénéficiaires de la Valeur ajoutée (la richesses)	Rémunération (DZD)	% de la VA
1- Personnel (Charges de personnel)	642 080,00 DZD	19,11%
2- État (Impôts, taxes et versements assimilés)	552 701,00 DZD	16,45%
3- Entreprise (Excédent Brute d'exploitation)	2 165 517,93 DZD	64,44%
4- Prêteurs (Charges financiers)	0 DZD	0
5- Associés ou Actionnaires (Dividendes)	0 DZD	0
6- Entreprise (autofinancement)	0 DZD	0

Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise A (exercice 2024).

Figure N° 1: Répartition de la valeur ajoutée de l'entreprise A



Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise A (exercice 2024).

Analyse de la répartition :

Salariés : la masse salariale représente 19,11% de la valeur ajoutée, un niveau relativement modéré pour un secteur industriel. Cela laisse une marge plus importante à l'entreprise pour financer ses autres besoins.

État : les impôts et taxes absorbent 16,45% de la valeur ajoutée, un poids fiscal significatif mais inférieur à la part allouée aux salariés.

Entreprise (EBE): la part restante 64,44 % de la valeur ajoutée, correspond à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE). Celui-ci constitue la ressource interne brute de l'entreprise et sert à financer :

- ✓ Le paiement des intérêts sur emprunts bancaires
- ✓ Une éventuelle distribution de dividendes pour les propriétaires

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

✓ L'autofinancement de l'entreprise

Dans le cas présent, bien que l'EBE soit important, il ne permet pas de couvrir les utilisations prévues car le poids élevé des dotations aux amortissements et provisions absorbe presque entièrement cette marge, empêchant ainsi le règlement des charges financières (intérêts) et conduisant à un résultat net négatif. Par conséquent, aucun dividende ne peut être versé et l'autofinancement réel est nul.

6.1.1.2 Bilan :

La valeur ajoutée en tant qu'indicateur de performance de l'entreprise, doit être analysée en fonction de la situation financière de l'entreprise notamment à travers le fonds de roulement (FR) et le besoin en fonds de roulement (BFR).

Après l'analyse de l'actif de cette entreprise, nous constatons que le montant des créances clients est très important dans l'actif courant, s'élevant à 28 077 670,64 DZD, ce qui correspond à 89% du CA. Ce niveau élevé de créances révèle un recours massif aux ventes à crédit, ce qui allonge les délais d'encaissement et accroît le besoin de financement de l'exploitation.

$$\text{Fonds de Roulement} = \text{Capitaux propres} + \text{Passifs non courants} - \text{Actifs non courants}$$

$$\text{FR} = 18\,909\,360,84 + 11\,000\,000,00 - 5\,262\,000,00 = 24\,647\,360,84 \text{ DZD}$$

Le $\text{FR} > 0$, indique que la structure financière de l'entreprise est saine et équilibré. Les ressources longues (Capitaux propres + Passifs non courants) suffisent non seulement à financer intégralement de ses investissements (actifs non courants), mais elles couvrent aussi une partie de l'actif circulant, comme les stocks et les créances clients.

$$\text{BFR} = \text{Actifs courants d'exploitation} - \text{Passifs courants d'exploitation}$$

$$\text{Actifs courants d'exploitation} = \text{Stocks en cours} + \text{Créances clients} + \text{Autres débiteurs} + \text{Impôts et assimilés}$$

$$\text{Actifs courants d'exploitation} = 3\,965\,959,01 + 28\,077\,670,64 + 440\,000 + 310\,000$$

$$\text{Actifs courants d'exploitation} = 32\,793\,629,65 \text{ DZD}$$

$$\text{Passifs courants d'exploitation} = \text{Fournisseurs} + \text{Impôts} + \text{Autres dettes}$$

$$\text{Passifs courants d'exploitation} = 6\,212\,084,816 + 114\,661 + 650\,400$$

$$\text{Passifs courants d'exploitation} = 6\,977\,145,85 \text{ DZD}$$

$$\text{BFR} = 32\,793\,629,65 - 6\,977\,145,85 = 25\,816\,483,84 \text{ DZD}$$

Ce $\text{BFR} > 0$, est dû principalement au montant élevé des créances clients, qui traduit par une avance de trésorerie consentie par l'entreprise à ses clients, ce qui fragilise son équilibre financier.

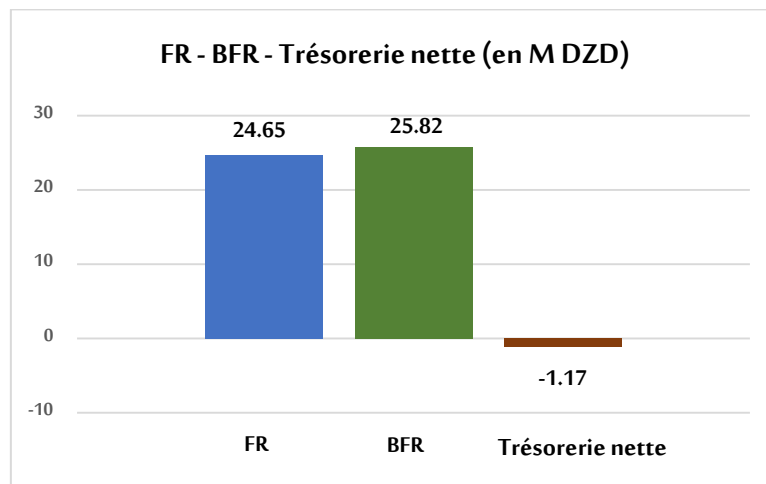
$$\text{Trésorerie nette} = \text{FR} - \text{BFR}$$

$$\text{Trésorerie nette} = 24\,647\,360,84 - 25\,816\,483,84 = -1\,169\,123,00 \text{ DZD}$$

La trésorerie nette négative traduit un déficit de financement à court terme, l'entreprise a du mal à financer son cycle d'exploitation et obligeant l'entreprise à recourir à des ressources financières externes (découvert bancaire, emprunts court terme) pour couvrir son cycle d'exploitation. Les concours bancaires courants ont la particularité d'être très coûteux car ils sont des financements à court terme et qui sont négociés avec des taux d'intérêt beaucoup plus importants que des financements à long terme.

Dans cette situation où le $\text{BFR} > \text{FR}$, met en évidence un déséquilibre d'exploitation. La principale cause réside dans le niveau trop élevé des créances clients c'est à dire des délais d'encaissement trop longs (les entrées d'argent sont retardées). Cette situation met en péril la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme, même en présence d'une création de valeur ajoutée notable.

Figure N° 2: FR - BFR - Trésorerie nette (en M DZD) de l'entreprise A



Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise A (exercice 2024).

6.1.1.3 Ratios :

$$\text{Ratio de couverture des capitaux investis} = \frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables} + \text{BFR}}$$

Ce ratio évalue la capacité de l'entreprise à financer ses besoins à long terme avec ses ressources stables.

Ressources stables = capitaux propres + passifs non courants

$$\text{Ressources stables} = 18\,909\,360,84 + 11\,000\,000,00 = 29\,909\,360,84$$

Emplois stables = Actifs non courants = 5 262 000,00

BFR = 25 816 483,84 DZD

$$\text{Ratio de couverture des capitaux investis} = \frac{29\,909\,360,84}{5\,262\,000,00 + 25\,816\,483,84} = 0,96$$

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

Un ratio inférieur à 1 indique que les ressources stables ne suffisent pas à couvrir les emplois stables et le BFRE. L'entreprise doit donc recourir à un financement à court terme pour financer le besoin en fonds de roulement d'exploitation, ce qui génère un risque de liquidité.

$$\text{Taux d'endettement} = \frac{\text{Endettement (Ressources externe)}}{\text{Ressources propres}}$$

Endettement = Passifs non courants + Trésorerie Passif

Endettement = 11 000 000 + 2 350 123 = 13 350 123,00

Ressources propre = Capitaux propres = 18 909 360,84

Taux d'endettement = $\frac{13\,350\,123,00}{18\,909\,360,84} = 0,71$

L'endettement représente environ 71% des capitaux propres, indiquant que l'entreprise est modérément endettée. Un ratio inférieur à 1 signifie que les capitaux propres sont supérieurs aux dettes, ce qui traduit une situation saine.

$$\text{Délai d'écoulement des stocks de marchandises} = \frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 360$$

Délai d'écoulement des stocks de marchandises = $\frac{3\,965\,959,01}{27\,528\,237,46} \times 360 = 51,86$ jours

L'entreprise met environ 52 jours à écouler son stock.

$$\text{Délai de paiement des clients} = \frac{\text{Créances clients - Avances et acomptes reçus}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 360$$

Délai de paiement des clients = $\frac{28\,077\,670,64}{31\,547\,944,54 \times 1,19} \times 360 = 269,24$ jours

Les clients paient en moyenne après 269 jours (soit environ 9 mois). Un tel délai est largement supérieur aux pratiques courantes observées dans la plupart des secteurs souvent de 30 à 90 jours et pèse lourdement sur la trésorerie de l'entreprise.

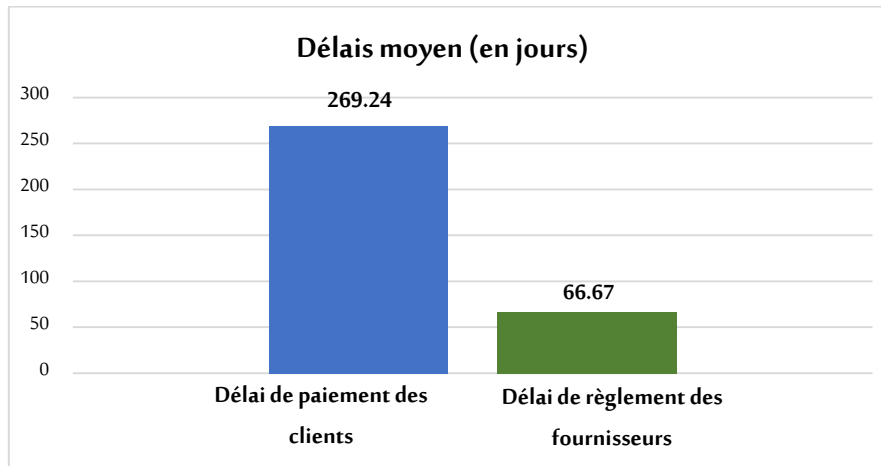
$$\text{Délai de règlement des fournisseurs} = \frac{\text{Dettes fournisseurs - avances et acomptes versés}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 360$$

Délai de règlement des fournisseurs = $\frac{6\,212\,084,82}{(27\,528\,237,46 + 659\,408,15) \times 1,19} \times 360 = 66,67$ jours

L'entreprise met environ 67 jours pour payer ses fournisseurs, ce qui est un délai raisonnable.

Cependant, l'écart de 202 jours entre le délai de paiement des clients (269,24 jours) et le délai de règlement des fournisseurs (66,67 jours), révèle des problèmes de trésorerie significatifs. Il y a un énorme décalage entre l'entrée d'argent et la sortie d'argent. Cela illustre parfaitement le paradoxe central de l'étude, l'entreprise créer de la valeur ajoutée mais elle a une situation financières fragile et préoccupante.

Figure N° 3: Délais moyen (en jours) de l'entreprise A



Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise A (exercice 2024).

6.1.2. Recommandations :

Recommandations pour l'entreprise

- ✓ **Réduire la durée du crédit client**, demander aux clients de payer le plus tôt possible, en modifiant ses conditions générales de vente, ce qui est commercialement difficile car le client peut acheter chez un concurrent, mais l'entreprise peut aussi mettre en place une meilleure relance client afin d'éviter les retards de paiement et peut leur proposer un escompte pour un paiement au comptant.
- ✓ **Réduire le montant des stocks**, pour cela il faut optimiser les approvisionnements, par exemple la mise en place d'une gestion des stocks en flux tendus (juste-à-temps, c'est-à-dire se faire livrer plus régulièrement mais en plus petite quantité).
- ✓ **Allonger la durée du crédit fournisseurs**, payer ces fournisseurs le plus tard possible, pour cela il convient de demander des délais de paiement au fournisseur en faisant jouer la concurrence entre fournisseurs, et user de son pouvoir de négociation.
- ✓ **Suspendre les investissements non essentiels.**

Recommandations pour l'État :

- ✓ Accorder des crédits de trésorerie bonifiés aux entreprises présentant une VA positive et à un EBE ≥ 0 cela permettrait de soutenir leur continuité, de préserver l'emploi et de contribuer au produit intérieur brut (PIB) de l'État.

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

- ✓ Faciliter les démarches administratives et douanières à l'export afin de permettre aux PME industrielles de diversifier et d'accéder à de nouveaux marchés ce qui leur permettront de trouver de nouvelle clientèle.
- ✓ Fixer un plafond légal aux délais de paiement interentreprises (30 à 60 jours).
- ✓ Accorder des délais supplémentaires et reporter les paiements des cotisations sociales (CNAS, CASNOS) et des impôts.

6.1.3. Conclusion :

La valeur ajoutée est un indicateur de mesure de la richesse économique créée par l'entreprise. Dans cette entreprise, elle s'élève à 3 360 298,93 DZD, réparti sur les salariés 642 080 DZD, l'État 552 701 DZD et il reste un excédent brut d'exploitation (EBE) de 2 165 517,93 DZD.

Cependant, cette VA reste un agrégat comptable basé sur des charges engagées et des produits non encaissés. La situation financière montre une trésorerie nette négative de

(-1,17 M DZD) et un BFR de 25,81 M DZD, largement supérieur au FR de 24,64 M DZD. La cause principale réside dans un délai moyen de paiement clients de 269 jours contre un délai fournisseurs de seulement 66 jours, soit un écart de 203 jours à financer.

La richesse créée au sens macroéconomique ne devient une richesse réelle et bénéfique pour l'entreprise que lorsqu'elle se traduit par des encaissements effectifs (liquidités disponibles), permettant de couvrir les dépenses régulières, de financer les projets d'investissement et de garantir une trésorerie nette positive, condition essentielle de sa pérennité.

6.2. Entreprise B :

C'est une PME industrielle algérienne qui exerce dans le secteur de la cosmétique, son nom reste confidentiel en raison des difficultés d'écoulement de ses stocks et de la forte pression concurrentielle, afin d'éviter tout risque de mauvaise publicité.

Table N°5: Tableau de compte de résultat de l'entreprise B

RUBRIQUES		2024	
		DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises			6 434 849,20
Production vendue	Produits fabriqués		
	Prestations de services		
	Vente de travaux		
Produits annexes			
Rabais, remises, ristournes accordés			
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes			6 434 849,20

Production stockée ou déstockée			22 814 465,33
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-Production de l'exercice			29 149 869,40
Achats de marchandises vendues			
Matières premières		25 391 154,72	
Autres approvisionnements			
Variations des stocks			
Achats d'études et de prestations de services			
Autres consommations			
Rabais ; remises, ristournes obtenues sur achats			
Services extérieurs	Sous-traitance générale		
	Locations		
	Entretien, réparations et maintenance	182 915,68	
	Primes d'assurances	55 000,00	
	Personnel extérieur à l'entreprise		
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	220 399,50	
	Publicité	220 399,5	
	Déplacements, missions et réceptions	80 000,00	
Autres services			
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs			
II-Consommations de l'exercice		26 149 869,40	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			3 099 445,12
Charges de personnel		562 505,60	
Impôts et taxes et versements assimilés		435 214,82	
IV-Excédent brut d'exploitation			
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements		1 993 000,00	
Provision			
Pertes de valeur			
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
V-Résultat opérationnel		108 726,92	
Produits financiers			
Charges financières		711 840,84	
VI-Résultat financier		711 840,84	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		603 113,93	
Éléments extraordinaires (produits) (*)			
Éléments extraordinaires (charges) (*)			
VIII-Résultat extraordinaire		0,00	
Impôts exigibles sur résultats		8 200,00	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire			
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		611 313,93	

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

Source : Données comptables internes fournies par l'Entreprise B, exercice 2024.

Table N°6: Bilan (Actif) de l'entreprise B

ACTIF	2024		
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net
ACTIFS NON COURANTS			
Écart d'acquisition-goodwill positif ou négatif			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Bâtiments			
Autres immobilisations corporelles	10 500 000,00	6 000 000,00	4 500 000,00
Immobilisations en concession			
Immobilisations encours			
Immobilisations financières			
Titres mis en équivalence			
Autres participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres actifs financiers non courants			
Impôts différés actif			
TOTAL ACTIF NON COURANT	10 500 000,00	6 000 000,00	4 500 000,00
ACTIF COURANT			
Stocks et encours	22 814 465,33		22 814 465,33
Créances et emplois assimilés			
Clients			
Autres débiteurs	540 000,00		540 000,00
Impôts et assimilés	414 321,00		414 321,00
Autres créances et emplois assimilés			
Disponibilités et assimilés			
Placements et autres actifs financiers courants			
Trésorerie	556 123,00		556 123,00
TOTAL ACTIF COURANT	24 324 909,33		24 324 909,33
TOTAL GENERAL ACTIF	34 824 909,33	6 000 000,00	34 824 909,33

Source : Données comptables internes fournies par l'Entreprise B, exercice 2024.

Table N°7: Bilan (Passif) de l'entreprise B

PASSIF	2024
CAPITAUX PROPRES	
Capital émis	22 000 000
Capital non appelé	
Primes et réserves - Réserves consolidées	663 752,52
Écart de réévaluation	
Écart d'équivalence	
Résultat net - Résultat net part du groupe	-611 313,93
Autres capitaux propres - Report à nouveau	
Part de la société consolidante	
Part des minoritaires	
TOTAL I	19 613 881,39
PASSIFS NON-COURANTS	
Emprunts et dettes financières	4 000 000,00
Impôts (différés et provisionnés)	
Autres dettes non courantes	
Provisions et produits constatés d'avance	
TOTAL II	11 000 000,00
PASSIFS COURANTS:	
Fournisseurs et comptes rattachés	622 264,73
Impôts	104 551,00
Autres dettes	
Trésorerie passif	2 045 655,00
TOTAL III	2 772 470,73
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	28 824 909,33

Source : Données comptables internes fournies par l'Entreprise B, exercice 2024.

6.2.1. Analyse des états financiers :

6.2.1.1 Tableau de compte de résultat :

La valeur ajoutée représente la richesse créée par l'entreprise au cours de son processus de production, elle provient exclusivement de la production stockée, pas de ventes effectives. Elle s'élève à 3 099 445,12 DZD, soit 48,17 % du chiffre d'affaires. Ce taux reflète la capacité du chiffre d'affaires à couvrir les consommations en provenance de tiers.

Répartition de la valeur ajoutée :

Après création de cette richesse, elle sera distribuée entre différents bénéficiaires :

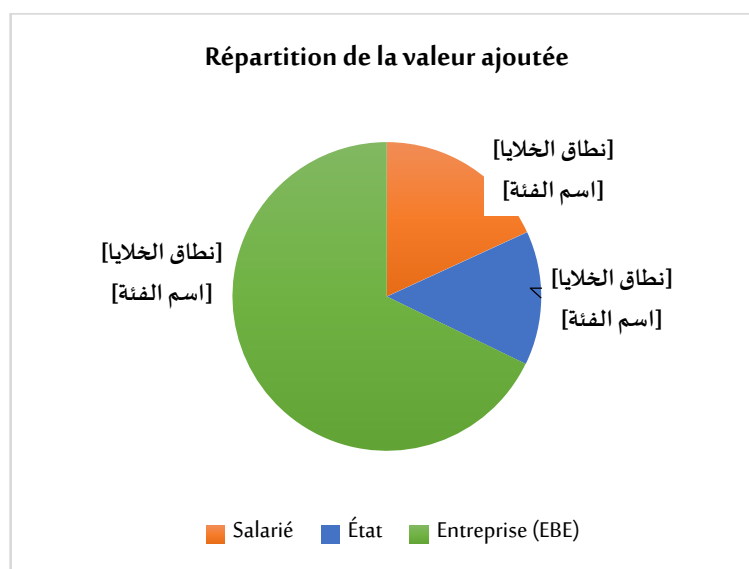
La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

Table N°8: Répartition de la valeur ajoutée de l'entreprise B

Bénéficiaires de la Valeur ajoutée (la richesses)	Rémunération (DZD)	% de la VA
1- Personnel (Charges de personnel)	562 505,60 DZD	18,15%
2- État (Impôts, taxes et versements assimilés)	435 214,82 DZD	14,04%
3- Entreprise (Excédent Brute d'exploitation)	2 101724,70 DZD	67,81%
4- Prêteurs (Charges financières)	0 DZD	0
5- Associés ou Actionnaires (Dividendes)	0 DZD	0
6- Entreprise (autofinancement)	0 DZD	0

Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise B (exercice 2024)

Figure N° 4: Répartition de la valeur ajoutée de l'entreprise B



Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise B (exercice 2024)

Analyse de la répartition :

Salariés: La masse salariale représente 18,15% de la valeur ajoutée, un niveau relativement modéré pour un secteur industriel. Cela laisse une marge plus importante à l'entreprise pour financer ses autres besoins.

État : Les impôts et taxes absorbent 14,04% de la valeur ajoutée, un poids fiscal significatif mais inférieur à la part allouée aux salariés.

Entreprise: La part restante 67,81 %, correspond à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE). Elle constitue la ressource interne brute de l'entreprise et sert à financer :

- ✓ Le paiement des intérêts sur emprunts bancaires.
- ✓ Une éventuelle distribution de dividendes pour les propriétaires.
- ✓ L'autofinancement de l'entreprise.

Dans le cas présent, bien que l'EBE soit important, il ne permet pas de couvrir l'ensemble des utilisations prévues. Le poids élevé des dotations aux amortissements et provisions absorbe presque entièrement cette marge, empêchant ainsi le règlement des charges financières (intérêts) et conduisant à un résultat net négatif. Par conséquent, aucun dividende ne peut être versé et l'autofinancement est nul.

6.2.1.2 Bilan : La valeur ajoutée en tant qu'indicateur de performance de l'entreprise, doit être analysée en fonction de la situation financière de l'entreprise notamment à travers le fonds de roulement (FR) et le besoin en fonds de roulement (BFR).

L'analyse de l'actif met en évidence un poids particulièrement élevé des stocks dans l'actif courant atteignant 22 814 465,33 DZD, soit 78 % de la production de l'exercice. Ce niveau important des stocks traduit par des difficultés d'écoulement en raison de plusieurs facteurs :

- ✓ La faible notoriété du produit qui peine à trouver sa place sur le marché.
- ✓ Un délai d'adoption long par la clientèle nécessitant davantage d'efforts commerciaux.
- ✓ Une concurrence intense qui limite les parts de marché disponibles.

Cette situation :

- ✓ Augmente la durée de son cycle d'exploitation (entre la production et les encaissements).
- ✓ Immobilisation de liquidités importante.
- ✓ Risque accru d'obsolescence et de dépréciation des stocks
- ✓ Augmentation des frais de stockage (entrepôts, gestion, assurances).

$$\text{Fonds de Roulement} = \text{Capitaux propres} + \text{Passifs non courants} - \text{Actifs non}$$

$$\text{FR} = 22\,052\,438,60 + 4\,000\,000,00 - 4\,500\,000,00 = 21\,552\,438,60 \text{ DZD}$$

Le FR positif indique que la structure financière de l'entreprise est saine et équilibré. Les ressources stables (Capitaux propres + Passifs non courants) excèdent les investissements (actifs non courants), offrant ainsi une marge de financement pour l'exploitation (l'actif circulant).

$$\text{BFR} = \text{Actifs courants d'exploitation} - \text{Passifs courants d'exploitation}$$

$$\text{Actifs courants d'exploitation} = \text{Stocks en cours} + \text{Créances clients} + \text{Autres débiteurs} + \text{Impôts et assimilés}$$

$$\text{Actifs courants d'exploitation} = 22\,814\,465,33 + 540\,000 + 414\,321$$

$$\text{Actifs courants d'exploitation} = 23\,768\,786,33 \text{ DZD}$$

$$\text{Passifs courants d'exploitation} = \text{Fournisseurs} + \text{Impôts} + \text{Autres dettes}$$

$$\text{Passifs courants d'exploitation} = 622\,264,73 + 104\,551,00$$

$$\text{Passifs courants d'exploitation} = 726\,815,73 \text{ DZD}$$

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

BFR = 23 041 970,60 DZD

Ce BFR élevé est dû principalement au montant très élevés des Stocks, que l'entreprise n'a pas réussi à écouler dans les délais prévus et qui fragilise son équilibre financier.

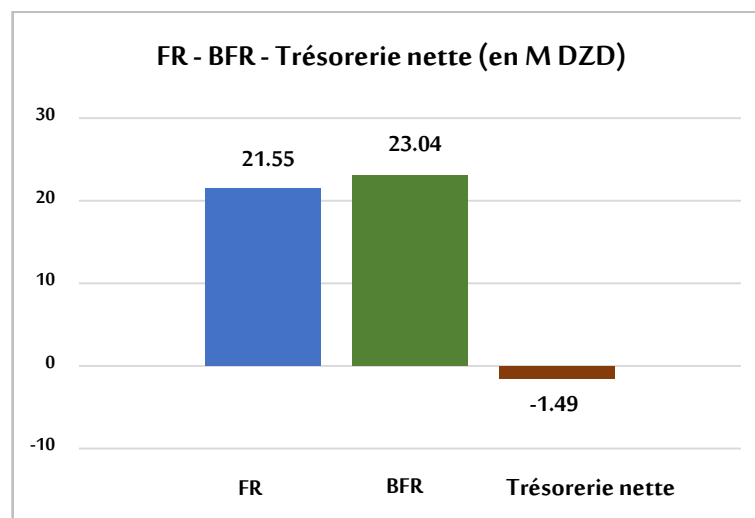
Trésorerie nette = FR - BFR

Trésorerie nette = 21 552 438,60 - 23 041 970,60 = - 1 489 532,00 DZD

La trésorerie nette négative traduit un déficit de financement à court terme, obligeant l'entreprise à recourir à des ressources financières externes (découvert bancaire, emprunts court terme) pour couvrir son cycle d'exploitation.

Cette situation avec un BFR > FR, met en évidence un déséquilibre d'exploitation. La cause principale réside dans le niveau excessif des stocks et ce malgré l'absence de créances clients. Cette situation met en péril la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme, même en présence d'une création de valeur ajoutée notable.

Figure N° 5: FR - BFR - Trésorerie nette (en M DZD) de l'entreprise B



Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise B (exercice 2024)

6.2.1.3 Ratios:

Ratio de couverture des capitaux investis = $\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables}}$

Ce ratio évalue la capacité de l'entreprise à financer ses besoins à long terme avec ses ressources stables.

Ressources stables = capitaux propres + passifs non courants

Ressources stables = 22 052 438,60 + 4 000 000,00 = 26 052 438,60

Emplois stables = Actifs non courants = 4 500 000,00

BFRE = 23 041 970,60 DZD

$$\text{Ratio de couverture des capitaux investis} = \frac{26\,052\,438,60}{4\,500\,000,00 + 23\,041\,970,60} = 0,95$$

Un ratio inférieur à 1 indique que les ressources stables ne suffisent pas à couvrir les emplois stables et le BFRE. L'entreprise doit donc recourir à un financement à court terme pour financer ses besoins de financement, ce qui crée un risque de liquidité.

$$\text{Taux d'endettement} = \frac{\text{Endettement (Ressources externe)}}{\dots}$$

Endettement = Passifs non courants + Trésorerie Passif

$$\text{Endettement} = 4\,000\,000 + 2\,045\,655,00 = 6\,045\,655,00$$

Ressources propre = Capitaux propres = 22 052 438,60

$$\text{Taux d'endettement} = \frac{6\,045\,655,00}{22\,052\,438,60} = 0,27$$

L'endettement représente environ 27% des capitaux propres. Un ratio inférieur à 1 signifie que les capitaux propres sont supérieurs aux dettes, ce qui traduit une situation saine.

$$\text{Délai d'écoulement des stocks de marchandises} = \frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\dots} \times 360$$

$$\text{Délai d'écoulement des stocks de marchandises} = \frac{22\,814\,465,33}{25\,391\,154,71} \times 360 = 323,47 \text{ jours}$$

L'entreprise met environ 323,47 jours soit quasiment 11 mois pour écouler le stock de marchandises. Ce ratio est très élevé car un délai d'écoulement supérieur à 90 jours dans l'industrie est déjà préoccupant, ici on est à plus de 300 jours ce qui signifie que la production annuelle reste immobilisée presque toute l'année avant d'être vendue.

$$\text{Délai de paiement des clients} = \frac{\text{Créances clients - Avances et acomptes reçus}}{\dots} \times 360$$

Délai de paiement des clients = 0 jour

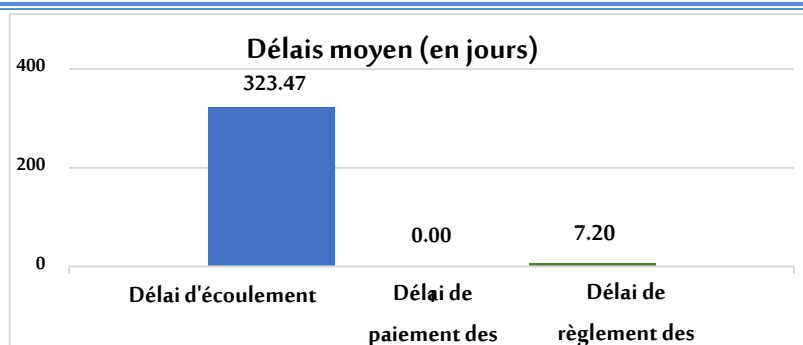
Cela signifie que l'entreprise encaisse immédiatement ses ventes (paiement comptant ou en avance). Pour l'entreprise pas de risque d'impayés ou de créances douteuses.

$$\text{Délai de règlement des fournisseurs} = \frac{\text{Dettes fournisseurs - avances et acomptes versés}}{\dots} \times 360$$

$$\text{Délai de règlement des fournisseurs} = \frac{622\,264,73}{(25\,391\,154,71 + 758\,714,68) \times 1,19} \times 360 = 7,20 \text{ jours}$$

Figure N° 6: Délais moyen (en jours) de l'entreprise B

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur



Source : Élaboration personnelle à partir des états financiers de l'Entreprise B (exercice 2024)

Un délai fournisseur trop court augmente le BFR, ce qui peut accentuer les tensions de liquidité. L'entreprise doit négocier un allongement des délais fournisseurs à 60 jours, afin de réduire la pression sur la trésorerie et améliorer la structure du BFR.

6.2.2. Recommandations :

Recommandations pour l'entreprise

- ✓ Réduire le montant des stocks, ajuster la production aux perspectives de vente, par exemple la mise en place d'une gestion des stocks en flux tendus.
- ✓ Réduire la durée du crédit client, intensifier les actions marketing et commerciales.
- ✓ Allonger la durée du crédit fournisseurs, négocier un allongement des délais fournisseurs à 60 jours pour réduire la pression sur le BFR.

Recommandations pour l'État :

- ✓ Intégrer dans les dispositifs d'appui aux PME des critères de liquidité et de rotation des stocks, afin de soutenir les entreprises structurellement créatrices de valeur mais conjoncturellement fragilisées par des blocages de trésorerie.
- ✓ Faciliter les démarches administratives et douanières à l'export afin de permettre aux PME industrielles un écoulement plus rapide des marchandises.
- ✓ Accorder des crédits de trésorerie bonifiés aux entreprises présentant une VA positive et à un EBE ≥ 0 .
- ✓ Accorder des délais supplémentaires et reporter les paiements des cotisations sociales (CNAS, CASNOS) et des impôts.

6.2.3. Conclusion :

L'entreprise dégage une valeur ajoutée significative de 3 099 445,12 DZD, soit 48,17 % du chiffre d'affaires, reflet d'une richesse créée au cours du processus de production. La répartition de la VA montre que 67,81% revient à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), 18,15% aux salariés et 14,04% à l'État.

Cependant, cette valeur ajoutée provient quasi exclusivement de la production stockée et non de ventes effectives, ce qui limite sa conversion immédiate en trésorerie.

Le poids excessif des stocks représentant 78% de la production annuelle, allonge considérablement le cycle d'exploitation 323 jours d'écoulement, immobilise les liquidités et accroît le risque d'obsolescence. La conséquence est un BFR supérieur au FR et une trésorerie nette négative de (-1,49 M DZD), révélant des difficultés de liquidité.

Cette situation illustre parfaitement le paradoxe VA positive et liquidités inexistantes :

- Au niveau macroéconomique : Contribution réelle au PIB via le paiement des salaires et des impôts.
- Au niveau microéconomique : Absence d'entrées de trésorerie suffisantes, menaçant la continuité d'exploitation d'honorer ces dépenses régulières.

7. Discussion :

7.1. La valeur ajoutée : indicateur à double facette :

La valeur ajoutée est au cœur de la comptabilité nationale et de l'analyse d'entreprise. Elle mesure la richesse créée, contribue au calcul du produit intérieur brut (PIB) et permet d'évaluer la contribution productive d'une entreprise. Pourtant, son interprétation reste ambivalente :

- **À l'échelle macroéconomique** : elle reflète la richesse globale et soutient la consommation, l'investissement et les recettes fiscales.
- **À l'échelle microéconomique** : elle repose sur des charges engagées, salaires, amortissements, matières premières, sans garantie d'un retour monétaire immédiat.

Ce décalage devient particulièrement critique lorsque la VA provient de production stockée ou de créances clients non encaissées, situations qui génèrent une richesse comptable mais non liquide.

7.2. Cas pratiques : deux visages de la VA bloquée :

Entreprise A : Compléments alimentaires, VA bloquée sous forme de créances clients)

La valeur ajoutée : richesse pour l'économie, un ensemble de charges pour l'entreprise ? Vers un soutien ciblé aux entreprises en difficulté mais créatrices de valeur

- VA de 3,26 M DZD (10,65% du CA), provenant essentiellement de créances clients.
- Créances clients importantes 89%, une partie en contentieux.
- VA générée par des ventes à crédit, non transformée en liquidités.
- BFR élevé à cause des délais de paiement clients trop longs.
- Trésorerie nette négative

Conséquence : même avec une VA positive, la trésorerie nette est négative, le risque d'impayés augmente et le financement du cycle d'exploitation dépend de ressources externes.

Entreprise B : Cosmétique (VA bloquée sous forme de stocks)

- VA de 3,09 M DZD (48,17% du CA), provenant essentiellement de production stockée.
- Stocks 78% de la production annuelle, délai d'écoulement de 323 jours.
- BFR > FR, trésorerie nette négative (-1,49 M DZD).
- Délai fournisseur très court (7,2 jours), aggravant le besoin de financement.

Conséquence : la richesse créée reste bloquée presque une année avant de générer un flux monétaire (des encaissements), augmentant les coûts de stockage et le risque d'obsolescence.

7.3. Paradoxe « VA positive / Trésorerie nette négative »:

- **À l'échelle macroéconomique :** L'entreprise contribue effectivement à l'économie nationale, elle verse des salaires, paie des cotisations sociales et règle les impôts et taxes. Sa valeur ajoutée est enregistrée comme une richesse créée, venant alimenter le PIB et la croissance économique. Ainsi du point de vue macroéconomique, elle est performante et joue son rôle dans la dynamique économique du pays.
- **À l'échelle microéconomique :** L'entreprise souffre d'un manque de liquidités pour financer ses opérations courantes. Cette situation peut rapidement générer des difficultés de trésorerie voire mener à une cessation de paiement si elle n'est plus en mesure d'honorer ses dettes à court terme. Elle sera contrainte de reporter ou d'annuler ses projets de développement (acquisition de nouvelles machines, innovations technologiques, embauches), plus encore risque de faillite

7.4. Limites de l'indicateur VA :

Notre étude montre que la VA positive ne suffit pas à évaluer la santé financière d'une entreprise. Elle doit être complétée par :

- ✓ Les flux de trésorerie disponibles (Free Cash-Flow).
- ✓ Les indicateurs de rotation (stocks, créances, fournisseurs).
- ✓ Le Fonds de roulement et besoin en fonds de roulement
- ✓ Le résultat net.

7.5. Recommandations :

Pour les entreprises :

- ✓ Réduire les délais de paiement clients : par une meilleure relance, des avances à la commande, ou des incitations au paiement comptant.
- ✓ Réduire les stocks : via une production ajustée, des approvisionnements en flux tendus, et une meilleure stratégie commerciale.
- ✓ Négocier l'allongement des délais fournisseurs : afin d'équilibrer les flux financiers.
- ✓ Suspendre ou différer les investissements non essentiels : tant que la liquidité n'est pas sécurisée.

Pour l'État :

- ✓ Soutien financier ciblé : octroyer des crédits de trésorerie bonifiés, des reports de charges sociales et fiscales.
- ✓ Soutien à l'export : simplifier les démarches douanières, accorder des subventions logistiques, et promouvoir l'accès à de nouveaux marchés.
- ✓ Encadrement légal : plafonner les délais de paiement interentreprises (30 à 60 jours).

8. Conclusion générale :

La valeur ajoutée est un indicateur central de la performance économique, mais elle a une double facette, elle est considérée comme une richesse réelle au niveau macroéconomique, et au niveau microéconomique elle peut devenir une charge immobilisée et une trésorerie nette négative. Ce paradoxe est visible dans le cas des PME industrielles.

Les deux cas étudiés montrent clairement cette situation paradoxale :

- Dans l'entreprise de compléments alimentaires, la valeur ajoutée s'est retrouvée bloquée dans les créances clients. L'absence de règlements rapides a augmenté le BFR et conduit à une trésorerie nette négative.
- Dans l'entreprise de la cosmétique, le blocage provenait des stocks non écoulés sur le marché, ce qui a augmenté le BFR et conduit à une trésorerie nette négative.

Ce blocage limite la liquidité, fragilise la structure financière et peut menacer la pérennité de l'entreprise, même si elle contribue positivement au PIB.

Ainsi, la valeur ajoutée, bien qu'indispensable comme indicateur de richesse créée, ne suffit pas à elle seule pour évaluer la santé réelle d'une entreprise. Elle doit être systématiquement complétée par d'autres indicateurs financiers (excédent brut d'exploitation, flux de trésorerie disponibles, besoin en fonds de roulement, délais de rotation) permettant de mesurer la capacité de l'entreprise à transformer cette richesse comptable en liquidités.

En définitive, la continuité et la compétitivité des PME industrielles ne dépendent pas uniquement de leur capacité à générer de la valeur ajoutée, mais surtout de leur aptitude à la convertir en liquidités effectives, condition indispensable à la continuité et à la compétitivité des PME industrielles.

9. Liste des références

1. Alazard, C., & Sépari, S. (2013). *Contrôle de gestion* (7e éd.). Dunod.
2. Balanskat, G. (2007). *Comptabilité générale : principes et applications*. Vuibert.
3. Bloch, P., & Sayag, R. (2020). *Comptabilité analytique*. Dunod.
4. Bougherara, D., & Bouzidi, L. (2021). *Économie de l'environnement et du développement durable*. De Boeck Supérieur.
5. Colasse, B. (2011). *Comptabilité générale* (13e éd.). Éditions Economica.
6. Dambrine, P., & Mairesse, H. (2020). *Comptabilité générale*. Dunod.
7. Gervais, M. (2016). *Comptabilité générale* (15e éd.). Dunod.
8. Office National des Statistiques (ONS). (n.d.). *Produit Intérieur Brut trimestriel par grands secteurs d'activité aux prix courants T1 2023- T1 2025*.
9. Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. (2010). *Économie*. De Boeck Supérieur.